

## Article

---

« Crime et châtime<sup>n</sup>t : le Parti progressiste-conservateur du Canada entre 1984 et 1993 »

James P. Bickerton

*Politique et Sociétés*, vol. 16, n° 2, 1997, p. 117-142.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040069ar>

DOI: 10.7202/040069ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

# **CRIME ET CHÂTIMENT : LE PARTI PROGRESSISTE-CONSERVATEUR DU CANADA ENTRE 1984 ET 1993\***

James P. Bickerton  
*Université St. Francis Xavier*

Au Canada, la longue tradition d'alternance entre deux grands partis fédéraux se disputant le même espace politique et le même électorat s'est établie sur leur capacité relative à canaliser l'appui de l'électorat à partir de l'axe socio-économique (qui se traduit par une position gauche-droite sur le spectre idéologique) et de l'axe ethnoculturel (qui englobe religion, ethnie et langue). Entre 1935 et 1984, les libéraux ont particulièrement bien réussi cette double canalisation, à une seule exception près : les années 1957-1958, où John Diefenbaker a imposé aux conservateurs une direction populiste et centriste, alors que le gouvernement libéral, en déclin après avoir été 22 ans au pouvoir sans interruption, en était venu à côtoyer de trop près les milieux d'affaires canadiens et à glisser trop à droite. Mais Diefenbaker n'a pas réussi à bâtir une coalition électorale durable selon l'axe ethnoculturel de la politique canadienne ; plus précisément, il n'a pas su conserver l'appui des Canadiens français.

En 1984, avec leur premier chef parfaitement bilingue et Québécois, les conservateurs semblaient en mesure de répéter l'exploit accompli par Diefenbaker en 1958 et de remporter une victoire écrasante. Mais Brian Mulroney avait promis à son parti que, cette fois, ce serait différent : il pouvait et il voulait surmonter l'obstacle historique qui avait empêché les conservateurs de garder le pouvoir sous Diefenbaker. Il fallait résoudre l'énigme québécoise. D'une part, Mulroney voulait tendre la main à un Québec qui se sentait aliéné du reste du pays en lui promettant une nouvelle entente constitutionnelle. D'autre part, pour maintenir l'idéologie du parti

---

L'auteur tient à remercier les évaluateurs anonymes de la Revue. Ce texte a été traduit de l'anglais par Stéphane Éthier.

James P. Bickerton, département de science politique, Université St. Francis Xavier, Antigonish (Nouvelle-Écosse), B2G 2W5, Canada.  
Adresse électronique : [jbickert@stfx.ca](mailto:jbickert@stfx.ca)

près du centre, il présentait les programmes sociaux universels mis en place par les libéraux comme la « clef de voûte de la philosophie de notre parti » et comme un « legs inviolable »<sup>1</sup>. En fait, les conservateurs de Mulroney cherchaient à recréer la combinaison gagnante de leurs rivaux éternels dans ses ingrédients essentiels. Ils auraient à résister à la tentation de suivre la poussée thatchéro-reaganienne vers la droite ; plus important encore, il leur faudrait situer leur parti de manière à jeter des ponts entre francophones et anglophones et, ainsi, ouvrir des brèches dans la forteresse libérale québécoise.

Que les conservateurs considèrent, puis appliquent avec succès une telle stratégie confirme l'argument d'Anthony Downs, selon lequel les partis politiques convergent sur les préférences de l'électeur médian, peu importe leur idéologie apparente ou la composition de leur base militante. Conséquence : les élections ne sont à peu près plus que des campagnes de marketing pour les partis, dont l'objectif est de séduire l'électeur médian avec leur chef et leur programme. Si cette tentative de séduction échoue, on procède à un changement de chef et de programme de façon à obtenir un nombre maximal de votes la fois suivante. Dans ce modèle, les électeurs ne sont mus que par leur intérêt personnel et rationnel : ils choisissent le parti qui promet de maximiser leurs intérêts propres<sup>2</sup>.

Le problème que pose ce modèle de comportement partisan et électoral est qu'il fait abstraction du poids de l'histoire des partis et des bases sociales solides partisans qui se sont constituées au fil des décennies. « Les partis politiques ne sont pas le joujou de leurs chefs. Ils ont une identité collective, un noyau de partisans et, par-dessus tout, une mémoire institutionnelle »<sup>3</sup>. Si les chefs politiques doivent recruter - et recrutent effectivement - les non alignés, les mous et les nouveaux électeurs pour remporter des élections, ils doivent néanmoins le faire sans s'aliéner leur noyau de partisans, au risque de dilapider « l'héritage légué par des générations de partisans. Maintenir sa base est une condition préalable du succès en politique »<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Tel que cité dans Colin Campbell et William Christian, *Parties, Leaders and Ideologies in Canada*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1996, p. 52 et 54.

<sup>2</sup> Pour un survol critique de ce modèle, voir Janine Brodie et Jane Jenson, « Piercing the Smokescreen : Stability and Change in Brokerage Politics », dans A. Brian Tanguay et Alain-G. Gagnon, dir., *Canadian Parties in Transition*, 2<sup>e</sup> éd., Toronto, Nelson, 1996, p. 52-72.

<sup>3</sup> Martin Goldfarb et Tom Axworthy, *Marching to a Different Drummer : An Essay on Liberals and Conservatives in Convention*, Toronto, Stoddart, 1988, p. 135. Notre traduction.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 10. Notre traduction.

---

**Résumé.** La volatilité de l'électorat canadien est considéré comme un élément marquant du comportement électoral au pays. Ce phénomène a été le plus souvent expliqué soit par les caractéristiques des votants, soit par celles des partis politiques. Dans cet article, nous soutenons plutôt que, dans l'ensemble, l'électorat canadien s'est comporté de façon rationnelle et constante. L'instabilité qui a caractérisé le choix des votants en 1993 et qui a fait éclater le système partisan est due aux partis eux-mêmes ; ce sont les manœuvres partisans dans la quête de l'électeur médian et la stratégie du « quitte ou double » de la politique de médiation qui ont ébranlé le sentiment d'appartenance aux partis et qui ont modifié le comportement de l'électorat. C'était particulièrement le cas pour le Parti progressiste-conservateur qui, entre 1984 et 1993, a poursuivi une politique trop ambitieuse visant à s'assurer l'appui du Québec en lui proposant continuellement de nouveaux accommodements. Cette politique a eu pour conséquence d'empêcher le parti de faire les ajustements nécessaires au cours de la campagne de 1993 pendant que de nouveaux partis de protestation grugeaient sa base de supporters.

**Abstract.** The volatility of the Canadian electorate has been a notable feature of Canadian electoral politics. Usually this has been explained either by referring to the characteristics of the voter, or the parties, or both. This paper will argue that the Canadian electorate, on the whole, has been rational and consistent in its electoral behavior. The instability in voter choice in 1993 that shattered the party system was party-induced ; it was party maneuvering in search of the median voter and « roll-of-the-dice » brokerage politics that eroded the stability of partisanship and voter behavior. This was particularly the case for the Progressive Conservative Party, who between 1984 and 1993 engaged in a form of « imperial overstretch » in order to win and continuously accommodate Quebec. This prevented the Conservatives from making the necessary adjustments during the 1993 campaign once it was clear that the new protest parties were stealing away the party's support base.

---

Le modèle downsien fait aussi peu de cas des divisions de longue date ou des clivages au sein de l'électorat, qui modèlent de multiples façons fondamentalement différentes, les valeurs, les croyances et les orientations politiques des électeurs. La société moderne idéale peut bien être une communauté de consommateurs de classe moyenne, mais dans la réalité les électeurs continuent de diverger selon leur classe sociale et trouvent souvent leur identité ailleurs que dans leur vécu de consommateur. Ces identités autres tendent à être beaucoup plus rigides que celle de « consommateur » et fondent donc de façon relativement stable l'identification d'un électeur à un parti donné. On a pu observer ce genre d'identification dans plusieurs systèmes politiques. Au Canada, on a tenté de prouver que l'attachement des électeurs à leur parti est sensiblement moins stable que dans d'autres systèmes politiques. On soutient également

qu'il n'existe qu'une faible corrélation entre des variables telles que la classe sociale, la région ou la religion, d'une part, et le vote réel ou l'identification à un parti, d'autre part<sup>5</sup>.

La versatilité des électeurs est aujourd'hui reconnue comme le principal élément distinctif de l'électorat canadien. On a généralement attribué ce phénomène aux caractéristiques de l'électeur ou des partis, ou des deux facteurs<sup>6</sup>.

Mais cette idée d'un attachement partisan flexible et non idéologique a été discuté, et d'autres thèses ont été avancées quant à la question de la versatilité de l'électorat canadien et quant aux démarcations socio-idéologiques de l'attachement partisan, si tant est qu'elles existent. Johnston *et al.* remettent en question l'importance de la cohorte des « partisans flexibles » au Canada, arguant que l'instabilité de l'attachement partisan a été exagérée à la suite d'une inflation artificielle du nombre d'électeurs s'identifiant à un parti, causée par des techniques de mesure erronées<sup>7</sup>. Richard Johnston soutient en outre que les électeurs canadiens sont en fait « enracinés dans des loyalismes tribaux » et que les bases sociales des partis politiques canadiens sont claires. Selon lui, la religion - domaine culturel lié à des forces sociétales qui sont en dehors du cadre défini de la socialisation familiale - compte pour beaucoup dans l'appui à un parti donné<sup>8</sup>. D'autres chercheurs ont soutenu que le vote des Canadiens est plus idéologique qu'on ne le prétend parfois, et que militants et électeurs appuient un parti donné en fonction de certaines appartenances idéologiques ou encore en fonction du programme politique<sup>9</sup>. On peut dire, à tout le moins, que l'instabilité électorale des Canadiens a été un peu exagérée, et que la pérennité de certains éléments du système partisan et du comportement électoral - leurs grands courants directeurs - a été négligée. Une analyse plus exacte de la relation parti-électeur au Canada montrerait qu'il existe une tension entre le besoin qu'éprouvent les partis de s'assurer l'appui

---

<sup>5</sup> Harold D. Clarke, Jane Jenson, Lawrence Leduc et Jon Pammett, *Absent Mandate : The Politics of Discontent in Canada*, Toronto, Gage, 1984.

<sup>6</sup> Joseph Wearing, *The Ballot and Its Message : Voting in Canada*, Toronto, Copp, Clark, Pittman, 1991, p. 57.

<sup>7</sup> Richard Johnston, André Blais, Henry E. Brady et Jean Crête, *Letting the People Decide : Dynamics of a Canadian Election*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1993, p. 82.

<sup>8</sup> Richard Johnston, « The Reproduction of the Religious Cleavage in Canadian Elections », *Revue canadienne de science politique*, vol. 18, no 1, 1985.

<sup>9</sup> Michael Stevenson, « Ideology and Unstable Party Identification in Canada : Limited Rationality in a Brokerage Party System », *Revue canadienne de science politique*, vol. 18, no 1, 1987, p. 813-850 ; Goldfarb et Axworthy, *Marching to a Different Drummer : An Essay on Liberals and Conservatives in Convention*, *op. cit.*; Campbell et Christian, *Parties, Leaders and Ideologies in Canada*, *op. cit.*.

d'une base de partisans solide et distincte tant socialement que géographiquement, et la nécessité de séduire les électeurs médians, peu ou non alignés. Un compromis qui consiste à attirer ces derniers sans s'aliéner les premiers<sup>10</sup>.

La versatilité électorale individuelle mise à part, on a tout de même pu observer des « communautés d'électeurs » stables à l'échelle des circonscriptions. Au fil des ans, ces communautés électorales ont su tolérer un certain degré d'inconséquence de la part de leur parti de prédilection ; de même, les partis ont généralement su reconnaître qu'ils avaient besoin de réactiver et de réaffirmer leurs liens traditionnels avec leurs principales bases partisanses, surtout en campagne électorale. Dans cet article, je tenterai de prouver qu'on a pu observer un comportement électoral relativement stable dans une partie importante des circonscriptions électorales au Canada, et que le Parti progressiste-conservateur, sous Brian Mulroney, s'est livré à une sorte d'« hyperextension impériale ». En cherchant à élargir de façon permanente les frontières de son électorat traditionnel, il s'est aliéné sa principale base d'appui, parce qu'il a outrepassé les bornes de la tolérance normale des électeurs<sup>11</sup>.

Ce qui est arrivé aux conservateurs en 1993 s'explique par la façon dont, les partis canadiens pratiquent par tradition la politique de la médiation (*brokerage politics*). Quand, pour séduire de nouveaux groupes d'électeurs ou l'électeur médian, ces partis s'éloignent trop des valeurs fondamentales et des préférences de leur base partisane, ils risquent d'outrepasser le niveau de tolérance des électeurs et de leurs partisans. Même si cette tactique peut, à court terme, mener le parti à des succès électoraux, celui-ci peut en revanche être paralysé par les nouvelles obligations qui accompagnent l'intégration de nouveaux partisans, de militants et de législateurs qui ne se conforment pas aux paramètres sociaux, régionaux et idéologiques traditionnels du parti. Bien que la politique de la médiation ait été souvent qualifiée d'importante, voire d'héroïque, dans la construction d'un État, il reste que, poussée à l'extrême, elle a aussi contribué à l'érosion de lignes de clivage stables entre les partis. Et, en 1993, elle a peut-être causé l'effondrement de l'un des grands partis fédéraux du Canada.

---

<sup>10</sup> C'est la position que développent et appliquent clairement Johnston *et al.*, *Letting the People Decide : Dynamics of a Canadian Election*, *op. cit.*.

<sup>11</sup> La paternité de l'idée d'« hyperextension impériale » revient à Paul Kennedy, qui l'a présentée dans son ouvrage *The Rise and Fall of the Great Powers*, New York, Random House, 1993. J'ai adapté librement cette idée ici au cadre de mon analyse : je l'emploie relativement aux coûts et aux exigences auxquelles les conservateurs ont dû faire face lorsqu'ils ont essayé de maintenir leur hégémonie ou de demeurer le parti de la majorité au Canada.

## BASES SOCIALES ET RÉGIONALES DE L'APPUI PARTISAN

Au Canada, de profonds clivages ethnoculturels et régionaux se sont ajoutés - au point parfois de les supplanter - aux divisions, basées sur la classe sociale ou l'habitat (rural ou urbain), divisions courantes dans les sociétés industrielles. L'objectif d'une politique partisane de médiation visant à former des coalitions électorales à l'échelle pancanadienne est dès lors devenu d'autant plus difficile à atteindre. Le système bipartisan d'avant 1921 n'était pas en mesure de représenter adéquatement la diversité croissante d'intérêts et d'identités qui caractérisait le Canada. Par la suite, l'atténuation de la lutte à deux partis à l'échelle du pays, ainsi que l'apparition de foyers de lutte partisane régionaux, distincts et permanents, laissent croire qu'on ne peut vraiment comprendre les enchevêtrements de la partisanerie et de l'opposition entre partis politiques au Canada sans décomposer le système partisan et électoral du pays en éléments plus petits, plus cohérents et plus distincts. À tout le moins, on doit considérer le Québec comme un électorat en soi ; il se peut aussi qu'il faille diviser le Canada anglais selon les régions ou les régions Est-Ouest afin de mieux comprendre le comportement des électeurs et la dynamique de la compétition entre partis.

L'histoire du système des partis politiques au Canada peut se présenter en une succession de systèmes de partis se distinguant les uns des autres selon leur base d'appui. Voici les trois principaux axes sur lesquels s'articulent les grandes divisions entre partis : l'axe ethnoreligieux, l'axe rural-urbain et l'axe des classes sociales. Depuis qu'il existe des luttes partisans au Canada, les appuis du Parti libéral se concentrent dans la population catholique, tout particulièrement au Québec et dans les Maritimes. L'Ontario, le Manitoba et la Colombie-Britannique, pour leur part, ont été les foyers du protestantisme anglo-saxon. Ces différences religieuses se changeaient en différences significatives aux chapitres de l'interprétation de la morale et du symbolisme entourant le lien à la Couronne britannique. Les conservateurs recevaient l'appui des protestants anglo-saxons, ardents supporters de l'Empire et de la Couronne britanniques. Les catholiques et les minorités ethniques qui ne ressentaient que peu d'attachement à l'égard de l'Empire tendaient quant à eux à appuyer les libéraux<sup>12</sup>.

C'est autour de ce noyau catholique que le Parti libéral a construit son hégémonie politique au cours XX<sup>e</sup> siècle, y compris durant la période de 1963 à 1984. Durant cette dernière phase, les

---

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 37 et 45-46.

libéraux ont également attiré les électeurs urbains de centre-gauche. En outre, leur stratégie d'unité et d'identité nationales fondée sur une politique de bilinguisme et de multiculturalisme a renforcé leur base traditionnelle chez les Canadiens français et les minorités ethniques. Le populisme de Diefenbaker a permis aux conservateurs d'élargir leur étroite base ontarienne, à laquelle ils avaient été relégués depuis 1935 et, dans l'Ouest, d'écarter les tiers partis et les libéraux, ces derniers ayant tiré profit de la lutte à quatre partis qui a eu lieu dans l'Ouest de 1921 à 1957. En coalisant la droite, Diefenbaker a fait du Parti conservateur la formation politique dominante dans l'Ouest du Canada, où leurs principaux adversaires, entre 1962 et 1993, n'étaient pas les libéraux, mais les néo-démocrates. Mais cette base léguée par Diefenbaker aux tories était faible tant du point de vue ethnique que du point de vue religieux. Le Parti conservateur attirait encore surtout des protestants anglo-saxons, en jouant particulièrement sur les sentiments pro-agriculteurs et anti-partis politiques qui prévalaient dans ce groupe<sup>13</sup>. Les libéraux, fortement implantés au Québec, mais à peu près absents dans l'Ouest, ont dû conquérir des majorités dans les circonscriptions urbaines de l'Ontario. Résultat : aucun parti d'envergure tout à fait pan-canadienne entre 1962 et 1984, et toujours la possibilité de se retrouver avec un gouvernement minoritaire.

Les élections de 1984 ont marqué un renversement de la situation des libéraux qui ont vu s'effondrer leurs châteaux-forts des régions catholiques de l'Est du Canada. Ce qui a vraiment assommé les libéraux, c'est de perdre le Québec, où ils ont laissé filer 56 sièges ; ils sont passés de 70 % à seulement 35 % des suffrages. Les conservateurs, eux, sont passés de 13 % du vote et un seul siège à 50 % du vote et 58 sièges. Ce tête-à-queue peut être attribué à deux facteurs essentiels : les conservateurs s'étaient donné un chef québécois (Brian Mulroney) en 1983 et leur programme politique était moins centraliste et moins interventionniste que celui des libéraux. Cela a permis l'établissement d'une alliance conservatrice incluant le Québec, alliance fondée sur une démarche constitutionnelle et une approche économique. Comme en 1957-1958, les politiques publiques et la façon d'assumer la gouverne des libéraux avaient facilité la venue d'un chef conservateur. Celui-ci développa ensuite sa position sur les grandes questions de l'heure afin de mieux séduire un électorat qui se sentait aliéné du parti au pouvoir.

Comme les auteurs de *Letting the People Decide* l'ont fait remarquer, cette situation a permis de recréer la coalition entre

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 65-66.



francophones et francophobes, que Macdonald avait bâtie au XIX<sup>e</sup> siècle en ayant à vaincre la même incohérence et la même instabilité<sup>14</sup>. Cela devint évident peu après les élections de 1984. La victoire de Mulroney lors de la course au leadership de 1983 signifiait du même coup la victoire de l'aile droite populiste du parti aux dépens de l'*establishment* modéré. Depuis le congrès de 1976, qui avait porté Joe Clark à la tête du parti, les conservateurs étaient devenus de plus en plus antiétatiques, décentralisateurs, proaméricains et socialement conservateurs<sup>15</sup>. L'aile québécoise du parti et l'électorat québécois en général ne correspondaient cependant pas à ce portrait.

Les conservateurs francophones étaient beaucoup plus enclins que leurs collègues anglophones à épouser des positions modérées en matière de politique sociale ou de politique étrangère. S'il reste encore des *Red Tories* au sein du Parti progressiste-conservateur, c'est au Québec qu'on les retrouve (...). Le seul groupe qui s'oppose d'une façon significative au consensus de centre-droite prévalant dans le Parti conservateur, c'est l'aile francophone<sup>16</sup>.

L'orientation plutôt centre-gauche des militants québécois reflétait les idées qui avaient alors cours au Québec, idées nettement plus à gauche que celles auxquelles acquiesçaient les Canadiens anglais<sup>17</sup>. Cette différence d'orientation idéologique était aussi évidente en ce qui concerne la question nationale. André Bernard souligne d'ailleurs que les conservateurs québécois sympathisaient avec le Parti québécois et que « le caucus québécois se démarquait ainsi du reste du caucus, principalement composé de gens (...) peu enclins à accorder quelque statut particulier que ce soit au Québec »<sup>18</sup>. La base canadienne-anglaise du parti montra rapidement des signes d'aliénation. « Au milieu de l'année 1986, il était devenu évident que bon nombre de conservateurs étaient outrés des efforts tentés par Mulroney pour apaiser le Québec et de l'attitude conciliante du gouvernement à l'endroit de l'aile progressiste et

---

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 72-73.

<sup>15</sup> Goldfarb et Axworthy, *Marching to a Different Drummer: An Essay on Liberals and Conservatives in Convention*, *op. cit.*, p. 30-35.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>17</sup> Michael D. Ornstein, « Regionalism and Canadian Political Ideology » dans Robert J. Brym (dir.), *Regionalism in Canada*, Richmond Hill, Irwin, 1986; Roger Gibbins et Neil Nevitte, « Canadian Political Ideology: A Comparative Analysis », *Revue canadienne de science politique*, vol. 18, no 3, 1985, p. 577-598.

<sup>18</sup> André Bernard, « Liberals and Conservatives in the 1990s », dans A. Brian Tanguay et Alain-G. Gagnon (dir.), *Canadian Parties in Transition*, 2<sup>e</sup> éd., Toronto, Nelson, 1996, p. 77.

libérale du parti (qui comptait en ses rangs beaucoup de membres québécois) »<sup>19</sup>.

Les libéraux aussi connaissaient leur part de dissensions internes. Plus encore que le Parti conservateur, le Parti libéral avait une tradition de parti centriste intéressé à obtenir et à conserver le pouvoir en formant une large coalition idéologique et ethnoculturelle, formée de libéraux affairistes et libéraux socialisants, de francophones, d'anglophones et de minorités ethniques. À la fin de l'ère Trudeau, en revanche, le parti était davantage associé à un programme de centre-gauche et à une coalition de francophones, de femmes, de jeunes, de groupes ethniques et de démunis. Au moins les deux tiers des délégués au congrès du leadership de 1984 étaient des libéraux socialisants, hésitant à sabrer dans les acquis sociaux ou dans les services pour combler le déficit. Sur la question nationale, le parti se faisait le héraut des droits individuels, de l'égalité des provinces et d'un gouvernement central fort. Centralisme, nationalisme canadien et militantisme étaient autant de caractéristiques importantes du Parti libéral des années 1980<sup>20</sup>. Quand John Turner, après 1984, tenta d'imprimer au Parti libéral une direction plus affairiste et de centre-droit, de tempérer ses visées centralisatrices - sinon de les étouffer complètement -, et de satisfaire le nationalisme québécois au moyen de modifications constitutionnelles, il créa des divisions et de la confusion au sein du parti<sup>21</sup>.

## L'ÉLECTION FÉDÉRALE DE 1988

La base sociale et régionale de la coalition Mulroney - populistes de l'Ouest, cultivateurs, libéraux affairistes et nationalistes québécois - fut consolidée durant la campagne électorale de 1988 autour de l'Accord du lac Meech et de l'Accord de libre-échange (ALÉ). Comme aucun des trois principaux partis ne voulait risquer de perdre les votes québécois en se prononçant contre Meech, les élections se sont virtuellement transformées en référendum sur l'ALÉ. Des élections portant sur la politique commerciale ont permis aux conservateurs de rapprocher les ailes québécoise et non québécoise du parti, qui, divergeaient sur à peu près tous les autres sujets du programme. Cela a aussi polarisé le vote en faveur des conservateurs, qui étaient les seuls à appuyer l'ALÉ. Libéraux et néo-démocrates

---

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 77.

<sup>20</sup> Goldfarb et Axworthy, *Marching to a Different Drummer: An Essay on Liberals and Conservatives in Convention*, op. cit., p. 15, 76-78 et 91.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 8.

ont entrepris la campagne électorale de 1988 en se disputant la responsabilité d'opposition officielle. Vue sous cet angle, la défaite des libéraux en 1988 était aussi une victoire, puisque leur vigoureuse opposition à « l'entente commerciale de Mulroney » a éteint les aspirations du NPD et, du même coup, permis de reconstruire leurs appuis traditionnels de centre-gauche.

Comme les auteurs de *Letting the People Decide* le soutiennent, la décision de la part des libéraux de défendre une position extrême en ce qui concerne le libre-échange leur a permis de mobiliser libéraux avoués et non partisans tout en s'assurant que le NPD ne leur couperait pas l'herbe sous le pied<sup>22</sup>. Les trois partis ont collaboré sur toutes les autres questions, en mettant leurs divergences sous le boisseau, particulièrement (comme je l'ai fait remarquer plus haut) sur la question de la place du Québec au sein de la fédération canadienne. Ainsi libérés des complications qu'auraient normalement entraînées les clivages ethnoculturels, les partis étaient libres de cultiver leurs différences sur un axe moins explosif. Ils pouvaient « encourager les électeurs à prendre conscience des valeurs profondes qui motivaient le choix de leur parti »<sup>23</sup>. En fondant leur argumentation sur des clivages établis, les partis ont pu rebâtir les anciennes coalitions et consolider leurs bases électorales traditionnelles. En 1988, le besoin d'en appeler au plus large électorat possible - la raison d'être des partis de médiation - était un peu moins prédominant que d'habitude ; les partis cherchaient plutôt à mobiliser leur noyau de partisans et à polariser l'électorat sur une question fondamentale de politique gouvernementale. Si la bataille s'est soldée au profit des conservateurs, c'est principalement à cause d'un réalignement important des groupes intéressés au maintien des tarifs douaniers (les clivages de 1978 s'en sont trouvés renversés) et à cause du renforcement de l'emprise conservatrice sur le Québec. Cela fut rendu possible grâce surtout au projet d'entente constitutionnelle de 1987 et au fait que les Québécois s'inquiétaient moins que de coutume du sort de leurs industries que favorisait le maintien des tarifs. En fait, le Québec fut la seule province où les conservateurs ont amélioré leur score de 1984, avec une plus grande proportion des suffrages et du nombre de sièges - passant de 58 à 63. Ils n'ont remporté une majorité de sièges que dans deux provinces, le Québec et l'Alberta, ce qui est rare pour un parti majoritaire et dangereusement mince comme base d'appui à long terme, surtout si l'on considère que les électeurs de ces deux provinces ont l'habitude

---

<sup>22</sup> Johnston *et al.*, *Letting the People Decide : Dynamics of a Canadian Election*, *op. cit.*, p. 108.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 8. Notre traduction.

de s'opposer sur les principaux enjeux et sur les politiques de nature culturelle et sociale.

Ces élections ont différé des autres sur un point important : les grands adversaires se sont polarisés sur un enjeu unique. Même les élections de 1911 portant sur le libre-échange ne se sont pas concentrées aussi clairement sur une seule question dans toutes les régions. En revanche, les résultats de ces élections à l'extérieur du Québec ont marqué un retour à la « normale » : la stratégie de polarisation adoptée par les partis ont permis à ceux-ci de retrouver leur électorat traditionnel. Dans le Canada hors Québec (ci-après le CHQ), le vote conservateur a chuté sous la barre des 40 % en 1988, et le parti a perdu 47 des 153 sièges qu'il avait remportés en 1984<sup>24</sup>. Pour l'essentiel, les circonscriptions qui, dans le passé, appuyaient les conservateurs rallièrent le parti en 1988. Les libéraux aussi ont retrouvé leurs appuis traditionnels au Canada anglais, même si la question du libre-échange et l'Accord du lac Meech créaient un malaise au sein du parti. Les libéraux ont fait élire leurs candidats dans les régions plus pauvres et plus catholiques des Maritimes et dans les circonscriptions terre-neuviennes situées « autour de la baie ». Dans les régions plus protestantes et anglophones du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de St. John's, à Terre-Neuve, les circonscriptions de tradition conservatrice sont demeurées fidèles au Parti conservateur. En Ontario, les libéraux ont remporté 43 sièges contre 46 pour les conservateurs, et ont obtenu un nombre légèrement plus élevé de votes. Le Parti libéral a connu du succès dans les régions où il était traditionnellement fort : dans le nord de la province, à Ottawa et dans les circonscriptions où la proportion d'électeurs catholiques ou de membres de communautés ethniques était significative. Les conservateurs ont, quant à eux, remporté un certain succès dans l'Ontario rurale et dans les circonscriptions aisées de banlieues à forte concentration de cols blancs. À l'ouest de l'Ontario, les conservateurs ont continué de dominer en Alberta et dans les régions rurales, alors que leurs principaux adversaires en Colombie-Britannique et en Saskatchewan n'étaient pas les libéraux mais les néo-démocrates. Les libéraux ont opéré un retour en force à Winnipeg et dans les environs, soutenus encore une fois par le vote catholique, francophone et ethnique<sup>25</sup>.

---

<sup>24</sup> Bernard, « Liberals and Conservatives in the 1990s », p. 78.

<sup>25</sup> Munroe Eagles, James Bickerton, Alain-G. Gagnon et Patrick Smith, *The Almanac of Canadian Politics*, Peterborough, Ont., Broadview Press, 1991. Les appuis conservateurs étaient les plus forts dans les circonscriptions où on trouvait de plus grandes proportions de gestionnaires, de familles à revenu élevé, d'agriculteurs et de francophones (à cause du Québec). À l'inverse, les appuis libéraux ne semblent pas s'articuler autour de variables socio-économiques ou du clivage rural-urbain : il y

Vu les résultats des élections de 1988 dans le CHQ (106 conservateurs et 71 libéraux), c'est le transfert de loyauté chez les Québécois francophones qui explique le renversement de situation entre libéraux et conservateurs, contrairement à ce qui était la norme dans ce qu'il est convenu d'appeler « la troisième vague » du système des partis politiques au Canada<sup>26</sup>. L'ouverture à l'égard des nationalistes québécois fut très profitable au parti de Mulroney. Elle a permis au parti d'étendre sa base sociale à des groupes autres que celui des Canadiens anglais protestants pour redevenir le parti dominant qu'il avait été au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais le prix de ce marché faustien restait à payer : quand les bases de la coalition Mulroney se sont effondrées entre 1990 et 1993, c'est tout le parti qui s'est écroulé, non seulement au Québec, mais au Canada anglais aussi.

### L'ÉLECTION FÉDÉRALE DE 1993

La victoire des conservateurs aux élections de 1988 était certes atypique. Elle n'était pas fondée sur la lutte rhétorique habituelle à propos d'un éventail d'enjeux permettant d'avoir l'appui de l'électeur médian. Au contraire, les partis ont plutôt cherché à polariser l'électorat sur l'axe socio-économique, l'axe ethnoculturel ayant été neutralisé par l'entente de tous les partis sur l'Accord du lac Meech. Les conservateurs n'ont pu récupérer cet avantage stratégique en 1993. La collusion interpartisane de 1988 en vue de mettre la question nationale sous le boisseau a laissé le champ libre à des partis de protestation se rapprochant davantage de l'électeur médian au Québec français et au Canada anglais respectivement. Quand il devint impossible de contenir la grogne au sujet de la

---

a une corrélation négative entre la proportion de francophones et les suffrages récoltés par les libéraux, encore à cause du Québec, et une corrélation positive entre la proportion d'immigrants et le vote libéral. Les coefficients mesurant la continuité de l'appui accordé aux conservateurs et aux libéraux indiquent que le déterminant le plus fort de l'appui accordé au parti en 1988 est l'appui reçu en 1984. Eagles, M. *et al.*, « Continuity in Electoral Change : Patterns of Support for Canadian Parties, 1988 & 1993 », communication présentée au congrès biennal de l'*Association for Canadian Studies in the United States*, Seattle, Washington, 18 novembre 1995.

<sup>26</sup> Cette expression fait référence à l'état de la concurrence entre les partis après 1962 et reflète les réalignements à long terme des loyautés partisanes et des comportements électoraux entraînés par le règne de John Diefenbaker à la tête du Parti conservateur. La première vague se termina au moment de la Première Guerre mondiale et de la chute du système bipartisan ; la deuxième vague, dominée par le Parti libéral, dura de 1921 à la victoire électorale de Diefenbaker en 1957.

question nationale, « les fondements même du choix partisan ont été détruits »<sup>27</sup>.

En 1993, lorsque conservateurs et libéraux revinrent à leurs vieilles positions centristes, ils s'aperçurent que les règles du jeu avaient changé. La portion centriste de l'électorat, autrefois large et fertile en voix, était désormais disputée par de nouveaux partis qui étaient en mesure de recueillir les votes d'électeurs désabusés et plus radicaux en occupant les pôles des axes socio-économique et ethnoculturel. Bien que les sondages préélectoraux eussent indiqué la possibilité de voir les deux partis centristes souffrir de ce nouvel état de fait, c'est le parti au pouvoir qui a craqué, non seulement à cause de son manque de crédibilité concernant les grands enjeux socio-économiques (déficit, création d'emplois), mais aussi à cause de la migration de l'électeur conservateur médian vers des positions polarisées sur les deux grands axes de la concurrence électorale. C'est là que le Parti réformiste attendait les Canadiens anglais et le Bloc, les Québécois. Privés de leurs appuis traditionnels, les conservateurs allaient se trouver extrêmement vulnérables si jamais leur campagne en vue d'attirer les électeurs mous du centre devait échouer. C'est ce qui se produisit.

Ce ne fut pourtant pas faute d'efforts. Les conservateurs ont vainement tenté de se différencier des libéraux, tout en ne s'éloignant jamais du centre, en proposant une voie médiane entre les libéraux-gaspilleurs et les réformistes-sabreurs<sup>28</sup>. « Les conservateurs au pouvoir, pris entre les visées de changement - l'une étapistes, l'autre fondée sur des compressions immédiates - proposées par leurs adversaires, ont essayé de manger aux deux râteliers en soutenant que les libéraux prenaient l'économie à la légère et que les réformistes étaient trop pressés »<sup>29</sup>. Dans la même veine, en cherchant à établir un consensus à propos de la réforme constitutionnelle, consensus qui pourrait satisfaire les nationalistes québécois modérés, les conservateurs tentaient d'occuper une position mitoyenne au Québec entre les libéraux, perçus comme les tenants de la ligne dure, et les bloquistes souverainistes.

---

<sup>27</sup> Johnston *et al.*, *Letting the People Decide : Dynamics of a Canadian Election*, *op. cit.*, p. 254. Notre traduction.

<sup>28</sup> Peter Woolstencroft, « Doing Politics Differently : The Conservative Party and the Campaign of 1993 », dans Allan Frizzell, Jon H. Pammett Anthony Westell (dir.), *The Canadian General Election of 1993*, Ottawa, Carleton University Press, 1994, p. 17.

<sup>29</sup> Jon Pammett, « Analyzing Voting Behaviour in Canada : The Case of the 1993 Election », dans Hugh Thorburn (dir.), *Party Politics in Canada*, 7<sup>e</sup> éd., Scarborough, Ont., Prentice-Hall, 1996, p. 591. Notre traduction.

Il faut cependant noter qu'en 1993 les conservateurs ont même eu du mal à suivre leur propre plan de campagne. On décida, pour le meilleur et pour le pire, que la campagne porterait principalement sur l'image et la personnalité de la nouvelle chef, plutôt que sur le dossier du gouvernement ou sur de nouvelles politiques<sup>30</sup>. À cet égard, un ancien grand stratège et conseiller conservateur considère que Kim Campbell fut une victime de circonstances qui échappait à son contrôle et à sa compréhension, « balayée par les forces de l'urgence, qui (...) placèrent la reconquête du pouvoir au-dessus des convictions, ce qui a fini par la détruire avec le parti »<sup>31</sup>. Ces mots laissent entendre que l'inexpérience de la nouvelle chef conservatrice n'a fait qu'amplifier la difficulté à maintenir l'attention de toute une campagne électorale fédérale sur l'image et la personnalité, et à peu près rien de plus. Non seulement Kim Campbell a adopté cette stratégie douteuse, mais elle a commis de grandes maladresses en la mettant en œuvre. Ses déclarations inconsidérées selon lesquelles, d'une part, on ne pouvait rien faire pour combattre le chômage avant la fin du siècle et, d'autre part, qu'une campagne électorale n'était pas le moment de discuter de réforme des politiques sociales du pays, ont laissé entendre aux électeurs que le parti n'avait pas de grandes préoccupations<sup>32</sup>. On doit considérer cela à la lumière des échecs économiques et constitutionnels de 1990 à 1993, lesquels avaient déjà durci l'opinion publique défavorable aux conservateurs. Le Parti avait dès lors perdu à peu près toute crédibilité sur ces questions, même auprès de leurs loyaux partisans d'autrefois<sup>33</sup>.

---

<sup>30</sup> Woolstencroft, « Doing Politics Differently : The Conservative Party and the Campaign of 1993 », *op. cit.*, p. 15-17. Voir aussi Hugh Segal, *No Surrender : Reflections of a Happy Warrior in the Tory Crusade*, Toronto, Harper Collins, 1996. Segal soutient que le gouvernement sortant de Brian Mulroney et les hauts fonctionnaires fédéraux avaient laissé derrière eux un assemblage élaboré de politiques qui aurait pu servir de programme électoral, mais que Kim Campbell et ses conseillers ont choisi de l'ignorer.

<sup>31</sup> Extrait du livre de Segal, tel que cité dans Hugh Winsor, « Insider's book criticizes PC party », *The Globe and Mail*, 9 avril 1996. Notre traduction.

<sup>32</sup> Campbell et Christian, *Parties, Leaders and Ideologies in Canada*, *op. cit.*, p. 60.

<sup>33</sup> En 1993, les seules variables socio-économiques et ethnoreligieuses qui affichaient encore des valeurs positives pour les conservateurs étaient la concentration de diplômés universitaires et de protestants. Il n'y avait que dans les Maritimes que leur score était supérieur à celui qu'ils obtenaient en Ontario. Le coefficient d'appui continu aux conservateurs est la donnée la plus déterminante et la plus solide, au point de vue statistique ; elle permet d'expliquer les résultats obtenus aux élections de 1993. Comme ce fut le cas pour les libéraux, l'appui accordé aux conservateurs dans les circonscriptions était inversement proportionnel aux opposants à l'entente de Charlottetown : voir Eagles *et al.*, « Continuity in Electoral Change », à la p. 14.

Les libéraux, à l'inverse, purent retenir dans leur giron le noyau de partisans qu'ils avaient pu récupérer en 1988, tout en joignant à la base du parti des électeurs de centre-gauche qui désertaient le NPD, parti à ce moment en déroute. De plus, la position optimiste - bien que quelque peu contradictoire - du Parti libéral selon laquelle la création d'emplois et le maintien des programmes sociaux pouvaient être combinés avec une approche sage de la réduction du déficit emporta l'appui de bon nombre d'électeurs mous, à la fois inquiets et fatigués du taux de chômage élevé et des trois années de récession qui avaient précédé. Cette position équilibrée et nuancée contraste avec la campagne libérale de 1988. On peut l'attribuer à un nouveau positionnement prudent du parti sous la gouverne de Jean Chrétien. À compter du congrès d'Aylmer, en 1991, le parti a cherché à redéfinir son idéologie afin de rassurer le monde des affaires. Chrétien tira d'Aylmer les conclusions suivantes : il faut rejeter les vieilles idées du nationalisme canadien et de l'État-providence et embrasser plutôt le globalisme et le libre-échange. Bien que les délégués au congrès biennal de 1992 fussent « de la même fibre libérale de gauche que leurs prédécesseurs », Chrétien continua de pencher vers une position libérale affairiste de centre-droit, une tendance qui se confirma dans le « petit livre rouge » libéral, qui a constitué le programme électoral du parti en 1993<sup>34</sup>. Après avoir consolidé leur base de centre-gauche, en 1988, et prudemment orienté le parti vers des prises de position plus centristes avant les élections de 1993, les libéraux étaient stratégiquement en bonne position pour se tailler la part du lion chez les électeurs.

La perte des appuis du NPD, au cours de l'année ayant précédé les élections de 1993, rendait un nouveau positionnement idéologique des libéraux moins périlleux - quant au risque de pertes d'appuis à gauche - qu'il ne l'aurait été dans toute autre campagne électorale depuis le début des années 1960<sup>35</sup>. En 1984, le NPD avait conservé sa base malgré le raz-de-marée conservateur ayant balayé tout le pays.

---

<sup>34</sup> Stephen Clarkson, « The Liberal Party of Canada : Pragmatism versus Principle », dans Hugh Thorburn (dir.), *Party Politics in Canada*, 7<sup>e</sup> éd., Scarborough, Ont., Prentice-Hall, 1996, p. 30-31.

<sup>35</sup> En 1993, le protestantisme et la présence de francophones (à cause du Québec) eurent un effet négatif sur le vote libéral. Il en fut de même pour le vote référendaire : une forte proportion de non en 1992 fit mal aux libéraux sur le plan électoral en 1993, ce qui laisse entendre que les libéraux ont souffert de l'insatisfaction de l'électorat face au contenu ou au processus même de la réforme constitutionnelle. On note également une grande continuité dans le vote au niveau des circonscriptions entre 1988 et 1993 : chaque point d'augmentation dans la proportion de votes accordés aux libéraux en 1988 entraîna une hausse entre 0,75 % et 0,83 % en 1993. Eagles *et al.*, « Continuity and Change » dans *The Almanac of Canadian Politics*, p. 9.



La plupart des électeurs néodémocrates ne purent se résoudre à voter pour les conservateurs afin de battre le gouvernement libéral sortant. En fait, ils rentrèrent bien vite dans le giron du parti devant la menace imminente d'une majorité conservatrice. Lorsque la chef Audrey MacLaughlin lança un appel similaire en 1993, personne ne l'entendit : les libéraux n'étaient pas perçus comme des croque-mitaines néoconservateurs, contrairement aux conservateurs de Mulroney ; l'expression « bonnet blanc, blanc bonnet » employée avec succès en 1984 par Ed Broadbent pour décrire l'option Mulroney-Turner ne pouvait pas être clairement reprise en 1993, surtout si l'on considérait les positions nationalistes de gauche épousées à de nombreuses reprises par les libéraux durant leurs neuf années dans l'opposition<sup>36</sup>.

Dans les provinces atlantiques, les libéraux purent s'appuyer sur leur excellente performance de 1988, alors qu'ils avaient balayé la partie nord - plus pauvre - de la région. En 1993, ils ont raflé 31 des 32 sièges en jeu, et entre 52 % et 67 % des voix selon la circonscription. Même des bastions conservateurs dans la partie rurale et protestante de la Nouvelle-Écosse continentale et du Nouveau-Brunswick anglophone sont tombés aux mains des libéraux. Il faut cependant souligner que, dans plusieurs de ces circonscriptions, la présence d'un candidat réformiste a divisé le vote et permis aux libéraux de remporter la victoire. Comme il fallait le prévoir dans la région la plus pauvre et la moins autonome du pays, où on s'attend habituellement à ce que les investissements gouvernementaux viennent suppléer à un secteur privé flageolant, les promesses de création d'emplois des libéraux par le biais d'un programme d'infrastructures ont été bien reçues par la population. Les victoires libérales dans trois provinces, quelques mois à peine avant l'élection fédérale, ont démoralisé les militants conservateurs et ont galvanisé les troupes libérales en vue de la campagne<sup>37</sup>. Mais malgré le blizzard libéral qui a soufflé sur l'Atlantique, les conservateurs y ont tout de même gardé une base d'appuis : ils finirent deuxièmes partout et demeurèrent le choix clair face aux libéraux. Ils ont enregistré leurs meilleurs résultats - et il en fut de

---

<sup>36</sup> Quant à la mise en œuvre d'une stratégie défensive couronnée de succès en 1984, voir Allan Frizzell, Jon H. Pammett et Anthony Westell, *The Canadian General Election of 1984*, Ottawa : Carleton University Press, 1985 ; quant à l'appel lancé par MacLaughlin aux supporters traditionnels du NPD face à la certitude d'une majorité libérale, voir Alan Whiterhorn, « The NDP's Quest for Survival », dans Frizzell, Pammett et Westell, *The Canadian General Election of 1993*, op. cit., p. 52.

<sup>37</sup> Munroe Eagles, James Bickerton, Alain-G. Gagnon et Patrick Smith, *The Almanac of Canadian Politics*, 2<sup>e</sup> éd., Toronto, Oxford University Press, 1995, p. 3-7.

même pour les réformistes - dans les régions où les conservateurs étaient forts traditionnellement<sup>38</sup>.

Au Québec, les libéraux sont passés de 12 à 19 sièges, mais sans attirer plus d'électeurs francophones. On note une forte corrélation négative entre la proportion d'appuis en faveur des libéraux et la proportion de francophones dans les circonscriptions. Au total, le vote libéral dans les circonscriptions francophones est passé d'environ 25 % en 1988 à environ 20 % en 1993. Cette situation contraste fortement avec les appuis solides récoltés par les libéraux dans les régions francophones du CHQ : on peut attribuer cette disparité presque entièrement aux réactions négatives des Québécois francophones devant le rôle que le Parti libéral a joué dans les « conflits constitutionnels » de 1980 à 1992. Le chef libéral Jean Chrétien, étroitement associé à ces événements, était très peu populaire presque partout dans la province. À l'inverse - et peut-être pour les mêmes raisons -, les libéraux récoltèrent des appuis quasi unanimes, frôlant souvent 90 % des voix, chez les anglophones et les allophones du Québec. Le parti se tira également d'affaire dans les circonscriptions frontalières. Ayant remporté 33 % des suffrages au Québec, les libéraux y conservent une base solide, mais tellement étroite sur le plan ethnolinguistique que, dans une province très majoritairement francophone, leurs perspectives de croissance ne sont pas très bonnes<sup>39</sup>.

La base conservatrice au Québec, qui ne tenait qu'à l'attitude conciliante de Mulroney à l'égard des nationalistes québécois, s'est tout simplement fondue dans le Bloc québécois, qui était pour les aspirations nationalistes un porte-parole moins compromettant et moins sujet à faire des compromis. Le fait que la proportion d'appuis accordés au Bloc soit presque exactement la même que la proportion de non au référendum de 1992 sur l'entente de Charlottetown laisse présumer l'existence, au Québec, d'un lien très étroit entre la question nationale et l'appui donné à ce nouveau parti nationaliste. Les conservateurs n'ont conservé qu'un seul de leurs 63 sièges, et récolté seulement 13,5 % des suffrages (comparativement à 52,7 %), résultats comparables à leurs pires résultats d'avant 1984. Comme on peut s'en douter, le Bloc a acquis des sièges presque exclusivement chez les conservateurs<sup>40</sup>. Quant aux suffrages exprimés, ils sont moins clairs : le Bloc a également récolté des voix chez d'anciens partisans libéraux et néodémocrates, et une bonne proportion des

---

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 3-5.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 77-79.

<sup>40</sup> *Ibid.*

électeurs qui ont voté pour le Bloc n'avaient même pas voté aux élections fédérales précédentes<sup>41</sup>.

Alors que les conservateurs pouvaient toujours se consoler d'avoir pu garder des appuis dans les provinces atlantiques et de ne pas avoir perdu le Québec français aux mains des libéraux, leurs résultats à l'ouest du Québec ont véritablement démoli le parti et ses perspectives d'avenir. En Ontario, où le pourcentage de participation au scrutin fut le plus bas depuis 1953, les libéraux sont passés de 39 % à 53 % des suffrages exprimés et ont remporté 98 des 99 sièges en jeu. Quant aux conservateurs, leur part de suffrages est passée de 38,2 % à 17,6 %. Cette dégringolade correspond presque exactement aux 20,1 % de suffrages récoltés par les réformistes, qui ont remporté un siège et ont fini deuxièmes dans plusieurs bastions conservateurs de la province, dans les régions rurales du sud et de l'est et dans les banlieues des grands centres, là où sont concentrés les électeurs de la classe moyenne, accablés par les impôts. Dans 25 circonscriptions, les gains réformistes auraient été suffisants pour faire pencher la balance du côté des conservateurs plutôt que du côté des libéraux. Ceux-ci ont clairement profité de la division du vote de droite, tout comme de la chute du NPD dans la province, écroulement dû en grande partie à l'énorme impopularité du gouvernement provincial néodémocrate au cours de cette période de récession et d'austérité. Le NPD a perdu, entre 1988 et 1993, 14 % des suffrages en Ontario, ce qui correspond exactement à l'augmentation enregistrée par les libéraux. On peut raisonnablement croire que les électeurs néodémocrates ont choisi d'appuyer le Parti libéral, la formation la plus proche du NPD sur le plan idéologique<sup>42</sup>.

Au Manitoba et en Saskatchewan, la base rurale des conservateurs a déserté le parti au profit des réformistes, ce qui a causé l'effondrement du parti conservateur. Ce ne fut pas suffisant pour faire élire des candidats réformistes (cinq seulement furent élus dans des circonscriptions rurales), mais cela permit aux libéraux de faire des percées sur un territoire hostile auparavant. Les 11 et 12 % des suffrages en faveur des conservateurs dans ces deux provinces en 1993, comparativement aux 22 et 27 % pour les réformistes, et l'absence de candidat de deuxième place, permettaient presque aux conservateurs de se réjouir de leur position en Ontario. Bien que les

---

<sup>41</sup> Richard Johnston, André Blais, Elizabeth Gidengil, Neil Nevitte et Henry Brady, « The 1993 Canadian Election : Realignment, Dealignment or Something Else ? », communication présentée au congrès annuel de l'Association canadienne de science politique, Brock University, St. Catharines, Ontario, du 2 au 4 juin 1996, p. 8.

<sup>42</sup> Eagles *et al.*, *The Almanac of Canadian Politics*, 2<sup>e</sup> éd., *op. cit.*, p. 238-239.

libéraux eussent remporté deux tiers des sièges en jeu dans la région, leurs appuis demeurèrent modestes : 45 % des voix au Manitoba et 32 % en Saskatchewan.

Les libéraux firent encore moins bonne figure en Alberta, avec seulement 25 % des suffrages exprimés et quatre sièges (à peine mieux que d'habitude), et en Colombie-Britannique, avec 28 % des voix et six sièges sur 32. Les conservateurs n'en profitèrent cependant pas et ne récoltèrent que 13,5 % et 14,6 % du vote dans ces provinces. En 1993, le Parti réformiste a établi sa domination dans l'Ouest en devenant le parti de prédilection de la base conservatrice en Alberta et en récoltant des appuis tant chez les conservateurs que chez les néodémocrates en Colombie-Britannique. Alors que l'on peut comprendre que les votes de droite de cette dernière province soient attirés par les réformistes, le transfert de voix du NPD (passé de 19 sièges en 1988 à seulement deux en 1993) au Parti réformiste est proprement illogique d'un point de vue idéologique : c'est le Parti libéral, avec son programme centriste, qui aurait dû récolter les votes des anciens supporters du NPD. Ce phénomène peut cependant s'expliquer par la forte opposition de la Colombie-Britannique à l'entente de Charlottetown (68,3 % de non). Les réformistes, en se situant à une extrémité de l'axe ethnoculturel et en étant le seul parti à se prononcer contre l'entente, ont peut-être attiré des électeurs qui sans cela auraient continué d'appuyer le NPD ou migré vers le Parti libéral<sup>43</sup>.

À la suite de la déroute de 1993, le Parti progressiste-conservateur s'est trouvé confronté à une série de choix stratégiques extrêmement difficiles et désagréables. Les ajustements auxquels le parti avait consenti afin d'attirer et de garder dans son giron les Québécois francophones l'ont du même coup empêché de réagir adéquatement à la menace réformiste, dont le but avoué était de faire du maraudage dans la base traditionnelle du Parti conservateur. Mais adapter la stratégie du PC à cette nouvelle réalité n'était pas facile et n'offrait aucune garantie de succès. Les élections fédérales complémentaires du 25 mars 1996 ont découragé les conservateurs, qui espéraient reconquérir l'opinion publique ou, à tout le moins, constater que le vote réformiste de 1993 n'était qu'un vote de protestation sans lendemain : les réformistes ont terminé au deuxième rang, en bonne position derrière les libéraux dans deux des trois complémentaires disputées à l'extérieur du Québec. Au même moment, le Parti réformiste a vécu des déchirements internes qui ont entraîné l'expulsion de trois membres de son caucus. Cela a mis en lumière combien il est difficile pour un parti populiste (dont la

---

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 513-17 et 575-80.

philosophie repose sur le devoir du parlementaire de représenter ses commettants, et ce, au-delà de la doctrine partisane) de vivre dans un système parlementaire où la ligne de parti doit être relativement contraignante. Les conservateurs de Jean Charest ne peuvent qu'espérer bénéficier des retombées de cette situation<sup>44</sup>.

Les libéraux occupant le centre-droit et le NPD ne semblant pas vouloir renaître de ses cendres, les conservateurs sont placés devant trois grandes stratégies possibles. La première - et la plus naturelle - consiste à tenter de récupérer la base qu'ils ont perdue aux mains des réformistes et à espérer que leurs rivaux - plutôt qu'eux-mêmes - finissent par s'autodétruire dans la lutte pour conquérir les cœurs et les esprits des électeurs conservateurs. Un groupe de politiciens et d'intellectuels de droite ainsi que le premier ministre conservateur de l'Alberta prônait avec enthousiasme une autre solution : une fusion négociée ou une alliance des deux partis<sup>45</sup>. Une telle alliance n'est réalisable que si ni l'un ni l'autre des partis ne gagne réellement du terrain sur les libéraux aux prochaines élections. Ces deux options requièrent en outre que le Parti conservateur consolide sa position à droite de l'éventail politique. Si cette décision peut assurer la survie du parti, elle signifie aussi que les conservateurs abandonneraient le centre de l'échiquier aux libéraux et, du même coup, tout espoir de redevenir le premier parti de médiation à l'échelle canadienne.

La troisième option stratégique des conservateurs semble plus improbable : profiter de la position de centre-droite des libéraux et des appuis chancelants au NPD pour se ranger à gauche des libéraux. Cette stratégie, prônée par une figure très respectée, ancien président du parti et conseiller de longue date, Dalton Camp, ressemblerait au processus qui a mené à la résurrection du parti sous Diefenbaker en 1957-1958. Elle n'est pas sans risque : ce serait un revirement idéologique majeur, vu le glissement graduel du parti vers la droite depuis les années 1970 ; elle serait aussi à contre-courant des récents succès conservateurs à l'échelon provincial, surtout en Alberta et en Ontario. Le parti sacrifierait peut-être ainsi le reste de sa base de partisans à tout crin sans pour autant être crédible auprès d'un électorat sceptique - non sans raison - devant la conversion idéologique subite d'un parti moribond, conversion qui rappelle le virage à gauche proposé au moment du « Bennett New Deal », au cours des années 1930. Ce qui est plus grave, en revanche, c'est

---

<sup>44</sup> Susan Delacourt, « Tories see chance to gain from rivals », *The Globe and Mail*, 9 mai 1996, p. A1 et A4 ; Jeffrey Simpson, « Reform must decide whether it is a populist or democratic party », *The Globe and Mail*, 9 mai 1996, p. A20.

<sup>45</sup> Bernard Laghi, « Klein warns federal Tories not to count on support », *The Globe and Mail*, 19 mars 1996, p. A1.

qu'un programme de centre-gauche annulerait tout avantage que le parti pourrait conserver au Québec du fait d'être dirigé par un chef francophone populaire. Quand un grand parti penche à gauche, c'est généralement qu'il est en faveur d'un gouvernement central plus interventionniste, ce qui n'a rien pour séduire les électeurs francophones du Québec à l'ère post-Meech. De toute façon, tant que la question nationale ne sera pas résolue, d'ici le prochain référendum, tout espoir d'une remontée des conservateurs au Québec n'est qu'une chimère. En fait, à moyen terme, le scénario le plus probable est celui où les libéraux continueront de dominer un système fragmenté à cinq partis, alors que des voix réclamant une réforme électorale en profondeur se feront entendre de plus en plus, et que la droite poursuivra ses manœuvres en vue de consolider ses forces vives<sup>46</sup>.

## CONCLUSION

La leçon à retenir de l'évolution récente des partis politiques au Canada n'est pas que l'électorat canadien est versatile et peu fidèle dans ses affiliations politiques, même si la période 1988-1993 semble, de prime abord, confirmer ce modèle réputé du comportement électoral des Canadiens. De l'élection fédérale de 1988, on ne retient que le changement d'allégeance des Québécois ; en dehors de cela, les résultats sont conformes à la répartition traditionnelle des suffrages et des sièges entre les partis et témoignent d'un raffermissement des bases traditionnelles de chacun des partis. Ce retour à l'état normal des choses dans le CHQ n'a cependant pas duré : les électeurs qui appuyaient traditionnellement le Parti conservateur se sont sentis délaissés par les élites de leur propre parti, portées à jouer le jeu de la médiation en se rapprochant du centre et en pensant séduire les nationalistes québécois par des accommodements sur la question nationale. Ironie du sort, ce sont les comportements ancrés des électeurs canadiens qui ont fait de ce flirt des conservateurs avec les Québécois un élément fondamental de leur stratégie électorale. C'était aussi un pari dangereux en ce sens que les conservateurs couraient le risque de heurter les sensibilités partisans de leurs supporters de longue date. On peut mieux comprendre la

---

<sup>46</sup> Ainsi, la conférence politique conservatrice de mai 1996, intitulée « Vents de changement », à laquelle participaient 65 intellectuels et politiciens, fut annoncée comme une tentative de trouver un terrain d'entente au sein de la droite et de jeter des ponts entre conservateurs et réformistes. Voir James McCarten, « Tories, Reformers ponder strategies to avoid splitting right-wing vote », *The Chronicle-Herald* (Halifax), 27 mai 1996, p. C16.

réaction des électeurs face à cette stratégie partisane si l'on présume que les croyances, les valeurs et le raisonnement des noyaux de partisans de chacun des partis sont demeurés plus ou moins constants. De ce point de vue, c'est le parti lui-même qui a engendré l'instabilité des choix électoraux qui, en 1993, a fait éclater le système partisan. Cette instabilité résulte en premier lieu d'une manœuvre stratégique du Parti conservateur pour gagner et garder l'appui des Québécois francophones ; en second lieu, elle procède d'une stratégie, concertée au sein du parti, pour remporter le vote des électeurs indécis au moyen d'une campagne superficielle reposant sur l'image. En agissant de la sorte, les conservateurs n'ont fait que s'aliéner leurs partisans dans les circonscriptions et ont sacrifié du même coup la stabilité de leur part traditionnelle de suffrages.

Bon nombre d'électeurs semblent avoir profité des élections de 1993 pour s'élever contre les élites politiques qui abusaient de la stratégie de la médiation : « La médiation politique (...) semble avoir été un enjeu fondamental de la campagne, un enjeu aussi important - peut-être même plus important - que les emplois ou le déficit. Les gagnants sont ceux qui se sont le plus ouvertement identifiés à la médiation et ceux qui s'y sont le plus ouvertement opposés. Ceux qui ont joué ce jeu à moitié ou d'une façon audacieusement nouvelle - conservateurs et néodémocrates - en sortent grands perdants »<sup>47</sup>.

L'argument de Hugh Donald Forbes selon lequel les résultats des élections de 1993 témoignent d'un « retour de balancier contre la médiation politique » est défendable. Les conservateurs sont les premiers à subir les contrecoups de ce retour de balancier, d'une part parce qu'ils étaient au pouvoir depuis neuf ans, mais aussi parce que, dans la campagne de 1993, ils se sont visiblement appuyés sur une stratégie de médiation fondée sur l'image, sans avoir tenu compte des principes et des priorités de la base du parti. Une analyse de la campagne conservatrice de 1993 conclut ainsi : « La grande leçon à retenir de ces élections est simple : les idées comptent. Tenir à ses principes, c'est important. (...) [Si le Parti progressiste-conservateur n'arrive pas à comprendre cela], il n'a plus aucun rôle à jouer dans le paysage politique canadien et bien peu devraient en pleurer la mort »<sup>48</sup>.

Le Québec se trouve au centre de cette stratégie de médiation des partis politiques canadiens. Pour obtenir un mandat d'envergure pancanadienne et une large représentation à la Chambre des

---

<sup>47</sup> Hugh D. Forbes, « Interpreting the 1993 Election », dans Thorburn, *Party Politics in Canada*, 7<sup>e</sup> éd., *op. cit.*, p. 566. Notre traduction.

<sup>48</sup> David McLaughlin, *Poisoned Chalice : The Last Campaign of the Progressive Conservative Party ?*, Toronto, Dundurn Press, 1994, p. 304. Notre traduction.

communes, les partis ont eu à se construire une base d'électeurs au Québec, ce qui les forçait du même coup à accepter des compromis sur les questions d'identité et d'unité nationales et sur les enjeux socio-économiques. Ils ont été forcés de combler le fossé entre l'électeur anglophone médian et l'électeur québécois francophone médian, ce que les conservateurs ont fini par accomplir en 1984 et en 1988, lorsque les libéraux leur ont ouvert cette brèche. Cette réussite des conservateurs ne fut cependant que temporaire et largement illusoire. Sa base sociale dans le CHQ a toujours été plus éloignée de l'électeur québécois médian que la base libérale. En fait, les conservateurs de Mulroney se sont livrés à une sorte d'« hyperextension impériale », pour satisfaire le Québec à long terme et gagner ses suffrages à court terme. Mais leurs liens avec les électeurs québécois ont été, au mieux, ténus. Ainsi, un an seulement après la victoire électorale de 1984, le nombre des membres du parti a chuté de 88 % au Québec<sup>49</sup>. De plus, leur caucus, leurs membres et leur base partisane au Québec ont toujours été clairement à gauche du reste du parti en matière de politique sociale et concevaient de façon totalement différente le concept d'identité nationale et la place du Québec dans la fédération. En fin de compte, ce sont ces efforts de rapprochement avec le Québec qui ont engendré le Parti réformiste et le Bloc québécois, responsables de l'écroulement du Parti conservateur. Ces efforts ont également empêché les conservateurs d'effectuer les ajustements nécessaires lorsqu'il devint indiscutable que les nouveaux partis de protestation étaient en train d'éroder leur base partisane.

Autres problèmes : l'inaccessibilité et l'élitisme de l'organisation conservatrice, faisant du parti tout au plus « un véhicule pour le chef, dénué de marge de manœuvre ou de la capacité d'assurer sa propre subsistance et sa propre survie »<sup>50</sup>. Ce type d'organisation, qui rappelle celle du Parti libéral pendant les années où il a exercé le pouvoir<sup>51</sup>, est presque un préalable de la politique de médiation alimentée par le chef et qui fut adopté par les libéraux et les conservateurs. Elle isole le chef de la base du parti et lui ménage une grande marge de manœuvre pour modifier ou établir la politique du parti, quelles que soient les préférences et les valeurs

---

<sup>49</sup> Peter Woolstencroft, « The Progressive Conservative Party 1984-1993 : Government, Party, Members », dans Thorburn, *Party Politics in Canada*, 7<sup>e</sup> éd., *op. cit.*, p. 293.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 299. Notre traduction.

<sup>51</sup> Voir Reginald Whitaker, *The Government Party : Organizing and Financing the Liberal Party of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1977 ; Joseph Wearing, *The L-Shaped Party : The Liberal Party of Canada 1958-1980*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1981.



fondamentales de la majorité des membres et des sympathisants du parti. Écartés des décisions concernant le programme et les stratégies, et, rarement consultés - dans le meilleur des cas par les élites du parti -, les membres deviennent désabusés et cyniques. Dans les années 1990, les partis qui semblent offrir à leurs membres l'occasion de participer davantage et qui prônent le respect des opinions de la base - bref, le Parti réformiste - deviennent un choix séduisant pour les citoyens qui, face à la politique partisane, se sentent ignorés ou exclus.

L'exemple de la coalition Mulroney démontre admirablement les rouages compliqués de la politique de médiation au Canada, ses conséquences les plus étonnantes et ses créations les plus lourdes. Mais ces magnifiques édifices ont quelque chose de frankensteinien : leurs architectes peuvent en venir à regretter le jour où ils ont donné vie à leurs créations. C'est le prix de l'arrogance des simples mortels qui cherchent à détourner les forces de la nature ou, en termes politiques, les croyances, les valeurs et les préférences ancrées des partisans de longue date d'une formation politique. Comme l'ont fait remarquer Goldfarb et Axworthy : « Connaître les intérêts et les préoccupations de son noyau de partisans, c'est le début de la sagesse. (...) Tenir ce noyau pour acquis est une erreur incommensurable »<sup>52</sup>.

## POST-SCRIPTUM

Au cours de la campagne électorale de 1997, dont le point culminant fut la réélection d'un gouvernement libéral majoritaire, le 2 juin, Jean Charest a tenté de réunir sous son leadership les principales parties de la coalition formée par Brian Mulroney. Charest espérait ainsi recréer un grand parti de médiation, de centre-droit, français-anglais, qui serait le remplaçant naturel, à l'échelle pan-canadienne, du Parti libéral alors au pouvoir. Qu'il n'ait pas atteint cet objectif n'a rien de surprenant. En dépit de la promesse faite par les conservateurs de réduire les impôts (imitant en cela de façon peu imaginative le Parti réformiste et le gouvernement conservateur ontarien, d'ailleurs très à droite), les tenants du néoconservatisme et du néolibéralisme de l'Ouest du Canada n'avaient aucune raison pressante d'opter pour le « fac-similé raisonnable » proposé par Charest. Même s'ils avaient eu des velléités d'y souscrire, l'assentiment ferme de Charest à l'option de la « société distincte » comme solution à l'impasse constitutionnelle ne pouvait

---

<sup>52</sup> Goldfarb et Axworthy, *Marching to a Different Drummer: An Essay on Liberals and Conservatives in Convention*, op. cit., p. 5. Notre traduction.

que les ramener vers le Parti réformiste. En fait, le Parti conservateur de Charest n'a remporté qu'une faible part des votes dans l'Ouest et un seul siège au Manitoba<sup>53</sup>!

La position conciliante de Parti conservateur à l'égard du Québec, mise de l'avant de façon séduisante par Charest, était un retour à la stratégie de Mulroney, qui consistait à présenter son parti comme « la voie médiane » entre les séparatistes et les libéraux fédéralistes « purs et durs ». Bien qu'elle ait permis de remporter une portion convenable des votes chez les nationalistes modérés (22 % et 5 sièges), la stratégie conservatrice n'a pas réussi à déloger le Bloc québécois de sa position dominante auprès des votants francophones. Les forces souverainistes se sont ralliées derrière Gilles Duceppe, un chef plutôt faible, qui a mené une campagne peu inspirante. Reste à savoir si les gains récoltés par les conservateurs à l'élection de 1997 – attribuables principalement à la popularité de Charest – auraient été réalisés si l'option souverainiste avait été représentée par un chef doté d'un plus grand charisme<sup>54</sup>.

Dans les provinces de l'Atlantique, où la base conservatrice était demeurée la même après 1993, le parti a reconquis son noyau dur d'électeurs en tirant parti du désenchantement de la population au sujet des compressions dans les programmes sociaux et de l'incapacité du gouvernement libéral à diminuer le taux de chômage. Bien que la base électorale conservatrice ait été restaurée en 1997, cela est dû au fait que l'on a continué à présenter le parti comme l'option modérée de substitution au Parti libéral, davantage sensible aux préoccupations de la population rurale (sauf à Terre-Neuve, où, selon la tradition les sièges de Saint-Jean revinrent aux conservateurs). L'appui au Parti libéral dans la région de l'Atlantique a baissé au profit du Nouveau Parti démocratique qui a fait des gains

---

<sup>53</sup> « Les appuis à la reconnaissance du statut de société distincte pour le Québec sont très faibles dans le reste du Canada », en fait 34 % en dehors du Québec; cette proportion est très probablement plus faible encore dans l'Ouest du Canada. A l'élection de 1997, le Parti réformiste remporta 60 des 88 sièges dans l'Ouest. Voir, André Blais, Elisabeth Gidengil, Richard Nadeau et Neil Nevitte, « The fickle finger of folk », *The Globe and Mail*, 7 juin 1997, p. D19.

<sup>54</sup> Dans une analyse préliminaire de ses données, le groupe d'étude sur les élections canadiennes (Blais, Gidengil, Nadeau et Nevitte) a observé que l'appui à la souveraineté au Québec est resté très fort (44 %) durant la campagne électorale de 1997. Quant à l'opinion selon laquelle le Bloc québécois était le parti le plus apte à défendre les intérêts du Québec, elle était partagée par 64 % des personnes. Les partisans du Bloc qui avaient eu l'intention de se tourner vers le Parti conservateur principalement en raison du degré élevé d'approbation (67 points sur 100) accordé à Jean Charest, comparativement aux 38 points sur 100 accordés à Gilles Duceppe. Le Bloc québécois reprit 44 des 54 sièges avec 38 % de l'appui populaire. Les libéraux obtinrent 26 sièges et 36 % des votes. *Ibid.*, p. D1.

dans les bastions libéraux au Cap-Breton et des francophones du Nouveau-Brunswick. Mais ces gains n'ont été réalisés qu'après que le gouvernement Chrétien eut tourné le dos aux politiques et aux principes qui avaient de longue date fait de ces régions des forteresses libérales<sup>55</sup>.

Il semble également que les votes conservateurs recueillis en Ontario – où le Parti conservateur et le Parti réformiste ont chacun obtenu près de 20 % des votes – étaient moins basés sur les efforts du parti pour réclamer comme les réformistes des baisses d'impôt ou pour abolir la loi sur le contrôle des armes à feu que sur la position contrastante des deux partis à l'égard du Québec. De toute façon, tout comme dans l'Ouest, un seul conservateur fut élu, permettant ainsi aux élus du Québec et des provinces de l'Atlantique, provinces où le conservatisme idéologique du Parti réformiste et la ligne dure à l'égard de la société distincte n'ont trouvé que peu d'échos, de dominer l'ensemble du caucus conservateur.

Les résultats globaux de l'élection indiquent que ni le Parti conservateur dirigé par Charest ni le Parti réformiste mené par Manning ne peuvent espérer prendre le pouvoir au niveau de tout le pays sans que l'un n'ait l'appui électoral que l'autre détient actuellement. Ces mêmes résultats semblent également rendre impossible la perspective d'une fusion ou d'une coalition, puisque cela obligerait l'un ou l'autre des partis à adopter des positions qui leur aliéneraient le noyau dur d'électeurs sur lesquels ils peuvent présentement compter. Cela garantit que tant et aussi longtemps que le Canada restera tel qu'il se présente maintenant, les partis conservateur et réformiste seront freinés dans leurs efforts respectifs pour former une large coalition électorale leur permettant d'accéder au pouvoir. En 1993, les conservateurs « Humpty-Dumpty » de Mulroney ont essuyé un grand échec ; comme il est dit dans la comptine de Lewis Carroll<sup>56</sup>, aucun effort ne parviendra à leur faire retrouver leur place.

---

<sup>55</sup> En 1997, les conservateurs remportèrent 13 des 37 sièges de la région, les libéraux 11, et le NPD 8. John Grey, « Defiant region awaits its fate », *The Globe and Mail*, 7 juin 1997, p. A1, A8.

<sup>56</sup> « Tous les cavaliers du Roi et tous ses hommes d'armes furent impuissants à remettre Humpty-Dumpty à sa place ». Extrait de Lewis Carroll, *De l'autre côté du miroir*.